

Politique économique.

Le FMI recadre le Maroc

Dans son rapport annuel sur l'économie marocaine, l'institution de Bretton Woods fait un diagnostic peu reluisant de l'année 2018 et appelle à progresser vers un modèle de croissance plus inclusif. Les détails.

Aziz Diouf

Le Maroc devrait s'orienter vers «un modèle de croissance plus inclusif» tout en «réduisant les inégalités». Cette recommandation a été notamment formulée par le Fonds monétaire international dans son rapport annuel sur l'économie marocaine publié mardi dernier. Dans le rapport, le FMI confirme que la croissance marocaine a baissé à 3% en 2018 à cause d'une saison agricole moyenne, le PIB du royaume étant corrélé à celui de l'agriculture. «Malgré les bonnes performances à l'exportation dans les secteurs de l'automobile et des phosphates, le déficit commercial s'est creusé à 5,4% du PIB à cause de la hausse des importations de produits énergétiques et de biens d'équipement», ajoute l'institution internationale. Côté emploi, l'institution de Bret-



ton Woods note aussi que «le taux de chômage reste proche de 10% et est particulièrement élevé chez les jeunes». Toutefois, poursuit-elle, «les perspectives à moyen terme sont favorables avec une croissance attendue de 4,5% à l'horizon 2024». Ces perspectives restent cependant soumises à des «risques internes

et externes importants», notamment un «retard dans la mise en oeuvre des réformes, une croissance plus faible dans les principaux pays partenaires» et des «risques géopolitiques», jugent les administrateurs du Fonds. C'est pourquoi le FMI appelle les autorités à «poursuivre l'assainissement budgétaire» et à opter

pour «une plus grande flexibilité des taux de change». Rappelons en effet qu'un nouveau régime des changes pour le dirham marocain est entré en vigueur début 2018. À ce propos, la Banque centrale marocaine continue de fixer le cours du dirham sur la base d'un panier représentatif de l'euro et du dollar à raison respectivement de 60% et 40% mais avec une marge de flexibilité plus importante. La bande de fluctuation est notamment passée de 0,3% à 5% (2,5% dans chaque sens) mais selon le FMI, qui a encouragé cette réforme, ce n'est pas suffisant. Selon l'institution financière internationale, la bande de fluctuation doit davantage être élargie. Ce n'est pas tout ! Le FMI appelle à «progresser vers un modèle de croissance plus inclusive fondé sur le secteur privé tout en réduisant les inégalités et en protégeant les plus vulnérables». Les administrateurs du Fonds soulignent «la nécessité de réorganiser les politiques du marché du travail et de mettre en oeuvre des réformes dans l'éducation pour créer des emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes». Ils appellent enfin à la «poursuite des efforts visant à renforcer la gouvernance et à lutter contre la corruption». ●